Décoloniser, un continent

par Lola Yon-Dominguez

Que signifie « décoloniser les savoirs » ? Quelle différence entre anticolonial, postcolonial et décolonial ? Pour réduire le flou sémantique régnant autour du « décolonial », L. Quiroz et P. Colin proposent une généalogie de ce courant apparu dans l’Amérique latine des années 1990.

À propos de : Philippe Colin, Lissell Quiroz, *Pensées décoloniales. Une introduction aux théories critiques d’Amérique latine*, Paris, La Découverte, 2023, 240 p., 20, 50 €.

Le terme « décolonial » reste encore, une dizaine d’années après son arrivée dans le panorama français, un terme souvent mal compris et utilisé de manière peu consciencieuse dans le champ politique et médiatique. Avec l’ouvrage de P. Colin et L. Quiroz, la signification du terme recouvre enfin une signification précise et rigoureuse : *les* pensées décoloniales sont un courant hétérogène et multiforme, apparu en Amérique latine dans les années 1990 et constituant l’aboutissement de plus d’un siècle de tradition critique latino-américaine. Cet ouvrage fournit des clés de compréhension essentielles, et clarifie les contours de ces théories encore mal connues. Prenant en charge le préjugé le plus commun, selon lequel il s’agirait d’une école de pensée unifiée et dogmatique, le principal apport de cet ouvrage réside dans sa capacité à déployer, en un nombre raisonnable de pages et à travers une écriture fluide, un panorama des différents courants qui l’animent. Le pluriel du titre et du sous-titre permet ainsi d’insister sur le fait qu’il s’agit bien là d’un « courant d’interprétation, dispersé et pluriel » (p.10), tant du point de vue disciplinaire que géographique.

Pour ce faire, les deux auteur·es nous proposent une généalogie de son apparition et des théories qui l’ont inspirée (chapitre 1), puis une analyse des figures principales de la première génération qui ont structuré le mouvement « Modernité / Colonialité / Décolonialité » et élaboré un corpus désormais classique (chapitre 2), pour enfin nous donner à voir ses ramifications militantes et les débats faisant l’actualité du courant (chapitre 3).

Un courant inscrit dans la tradition critique latino-américaine

Il faut tout d’abord rappeler que nombre d’idées directrices de la pensée décoloniale se trouvent déjà présentes dans la tradition du latino-américanisme qui, dès le XIXe, se caractérise par la volonté d’élaborer une pensée propre au sous-continent. Dans le texte du célèbre poète cubain José Marti *Nuestra América* de 1891, se trouve déjà exprimée la nécessité d’une émancipation culturelle vis-à-vis du modèle européen ainsi que la dénonciation du caractère factice des « indépendances » qu’ont connues la plupart des pays latino-américains dans la décennie 1820. En effet, celles-ci ayant été en grande majorité portées par des « criollos », des descendants de colons nés sur le territoire, la participation des populations autochtones et afro-descendantes aux luttes anticoloniales s’en est trouvée invisibilisée, alors même que l’histoire moderne et contemporaine de l’Amérique latine, tiennent à souligner L. Quiroz et P. Colin, est également celle de ses résistances anticoloniales.

La théorie critique formulée au siècle suivant est davantage tournée vers les ingérences et les velléités impérialistes des États-Unis qui participent à maintenir l’état de dépendance économique des pays d’Amérique latine. La doctrine Monroe établie en 1823 et prolongée par le président Roosevelt, fixe dans la durée la politique interventionniste états-unienne. C’est également au nom de la démocratie et de la lutte contre le communisme que le projet géopolitique de l’exportation du néolibéralisme et de la « thérapie du choc » sera mené dans les années 1970 et 1980. En réponse, une critique sociale et politique, portée par divers acteurs se réclamant des pensées marxistes, émerge en Amérique latine au cours du XXème siècle. Ainsi, si les années 1920 sont celles de l’émergence du tiers-mondisme, à travers l’organisation du premier congrès contre le colonialisme et l’impérialisme, elles voient également le renouveau de la théorie politique latino-américaine inspirée par une relecture du marxisme, à l’image notamment du péruvien Juan C. Mariategui et de son « indigénisme révolutionnaire ».

Bien que s’inscrivant dans le sillage d’une longue histoire d’action et de réflexion politique, le moment de gestation à proprement parler du courant décolonial peut-être fixé aux années 1960 et 1970. La théorie de la dépendance, qui connaît dans les années 1970 une certaine notoriété au-delà de l’Amérique latine, constitue l’une des trames théoriques les plus influentes au regard de la genèse du courant décolonial. Elle affirme que le système capitaliste est organisé autour d’un centre autonome et d’une périphérie dépendante, et que l’un n’existant pas sans l’autre, les pays anciennement colonisés sont donc placés dans une situation de sous-développement dont ils n’ont pas vocation à sortir. Dans le même temps, une autre théorie affirme la nécessité d’une rupture avec les modèles occidentaux : le « libérationnisme latino-américain » (p. 78). Ce mouvement social, d’abord impulsé par l’Eglise catholique et prônant l’auto-émancipation des opprimés, est reformulé dans une théorie sécularisée par le philosophe E. Dussel, dans un ouvrage qui constitue l’une des pierres angulaires du courant décolonial, *Philosophie de la libération*, paru en 1977.

D’un commun accord avec la littérature déjà existante sur le sujet, L. Quiroz et P. Colin fixent l’acte de naissance des pensées décoloniales à la décennie 1990, et plus particulièrement au « moment » 1992. Année de la commémoration des 500 ans de la conquête de l’Amérique, elle est également celle de contre-célébrations qui permettent à des voix critiques de se faire entendre : des marches célébrant les 500 ans de résistance indigène et populaire font ainsi vaciller la rhétorique officielle et la volonté d’apaisement du gouvernement espagnol. C’est enfin au tournant des années 2000 que le courant se structure et s’institutionnalise autour du groupe « Modernité / Colonialité / Décolonialité », dont le nom est proposé par l’anthropologue A. Escobar dans un article faisant office de programme du collectif.

Les principaux apports conceptuels et la triade Dussel-Quijano-Mignolo

Par touches tout au long de l’ouvrage, nous est proposée une mise au point permettant de resituer efficacement le tournant décolonial par rapport aux deux autres grandes pensées critiques du colonialisme de la deuxième moitié du XXème : les études subalternes et les études postcoloniales. La distinction entre le courant postcolonial et décolonial constitue un enjeu particulier dans le contexte français où les deux tendent à être amalgamés. La première différence est une différence d’objet et donc de période historique : si les études postcoloniales s’intéressent à l’empire britannique (XIXe-XXe), les études décoloniales cherchent à saisir les caractéristiques et les modalités propres à l’entreprise coloniale espagnole et portugaise, qui a cours entre le XVIe et le XIXe siècle. La deuxième différence porte sur l’approche épistémique : les réflexions sur l’eurocentrisme et les apports des *postcolonial* et *subaltern studies* irriguent les pensées décoloniales, mais elles cherchent à s’en distinguer en proposant, notamment, une radicalisation de leur critique de la modernité occidentale, de leur lecture de l’histoire et en prenant leur distance vis-à-vis des auteurs européens.

Le principal apport du courant décolonial est sans conteste la notion de colonialité, dont on attribue la paternité au sociologue péruvien Anibal Quijano. Fruit d’une collaboration étroite avec le sociologue Immanuel Wallerstein à New York et d’un dialogue avec son concept de « système-monde », Quijano en vient à formuler dans un article historique paru en 1992 l’idée d’une « colonialité du pouvoir ». Selon lui, l’ethnicisation du travail et l’ordre social produit par le racisme ne sont pas seulement des éléments permettant au capitalisme historique de fonctionner, ils constituent son principe même. Il affirme donc, du même coup, le caractère indissociable du capitalisme, du racisme, de la modernité et de la colonialité.

Le concept de colonialité a donc vocation à cerner un phénomène systémique, qui s’impose à tous les niveaux de la société : la colonialité ne doit pas être comprise seulement à travers l’économie et la politique comme le faisait la théorie de la dépendance, mais doit aussi dévoiler la manière dont elle informe les structures cognitives, symboliques et culturelles. Surtout, ce concept a vocation à dire la survivance du colonialisme. S’il est possible de situer dans le temps le début et la fin de l’époque coloniale, le colonialisme compris comme organisation sociopolitique, lui, perdure : « la conquête n’est pas un événement, elle est une structure » (p.8).

La conséquence théorique de cette hypothèse est ce que le philosophe argentin-mexicain E. Dussel nomme « le mythe de la modernité ». Dans son ouvrage *1492, l’occultation de l’Autre,* l’un des textes qui inaugure le champ des études décoloniales à proprement parler, il critique l’idée que la modernité aurait émergé en Europe du fait de l’exceptionnalité culturelle de celle-ci, tout en faisant l’impasse sur l’accumulation de richesses permise par la colonisation qui est la condition de possibilité de son émergence. E. Dussel remet donc en cause une vision diffusionniste selon laquelle la modernité, née en Europe, se serait disséminée grâce aux croisades civilisatrices puis, plus récemment, l’aide au développement. Ainsi, la modernité n’apparaît non plus comme un processus historique universel mais comme un récit apologétique visant à justifier la colonisation.

Les deux auteur·es tiennent cependant à nous rappeler que le courant décolonial ne consiste pas seulement à formuler des critiques négatives, mais s’efforce également de penser une autre organisation possible des connaissances. La volonté de faire dialoguer les cultures et les ontologies à l’échelle mondiale se formule notamment à travers l’utopie de la « transmodernité » et du « pluriversalisme » chez E. Dussel, l’appel à faire valoir la légitimité de pratiques pédagogiques « autres » et interculturelles chez C. Walsh, ou encore à proposer une « anthropologie du multiple » avec l’anthropologue A. Escobar. La dernière partie de l’ouvrage est justement consacrée à ces divers élargissements théoriques et militants qui font l’actualité de la pensée décoloniale et notamment de ces deux « chantiers les plus prometteurs » : l’écologie politique (autour des apports de F. Coronil, A. Escobar et H. Alimonda) et les théories du genre, à l’image de la critique que la philosophe argentine Maria Lugones adresse à Anibal Quijano. À partir des années 2010, une critique émerge en effet depuis le féminisme, adressant de nouvelles questions aux pionniers du courant.

Vers une meilleure prise en compte des dissensions internes ?

Si l’ouvrage tient sa promesse initiale, fournir une introduction aux théories critiques latino-américaines dont le manque se faisait ressentir dans le panorama français, une prise en compte plus approfondie des désaccords internes qui travaillent le courant décolonial aurait, à notre avis, permis de brosser un portrait plus réaliste encore.

Il aurait par exemple été intéressant de porter à la connaissance du lectorat la critique de S. Rivera Cusicanqui dans son ouvrage de 2010, *Ch'ixinakax utxiwa: una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*. Aux yeux de la sociologue bolivienne, Quijano ne reconnaît pas à sa juste valeur la longue tradition anticoloniale latino-américaine et caraïbéenne dans laquelle il s’inscrit pourtant pleinement. Elle affirme également que les auteurs du courant décolonial sont *eux-mêmes* les héritiers du système moderne/colonial, en ce qu’ils incarnent une élite culturelle d’ascendance européenne qui n’hésite pas à mettre à profit le capital symbolique et financier que leur offrent de prestigieuses universités états-uniennes.

Pour S. Rivera Cusicanqui, il faut donc construire une autre pensée critique du colonialisme, ancrée dans la pratique *descolonial*. L’ajout du -s vise ici à rétablir la forme correcte du préfixe privatif en espagnol mais permet également de mettre à distance la première génération de théoriciens du courant décolonial, considérée comme déprise des réalités sociales et politiques.

À celle-ci s’oppose une position revendiquant l’héritage anticolonialiste de Frantz Fanon, appuyée sur une pratique militante et proche des luttes des populations autochtones. De même, l’implosion du collectif « Modernité / Colonialité » à la suite de la crise politique au Venezuela a constitué un temps fort de l’histoire intellectuelle du courant décolonial, au point d’être considérée comme marquant le coup d’arrêt si ce n’est du paradigme, du moins du collectif. Ces voix critiques, qui s’élèvent de part et d’autre d’Amérique latine, constituent une part non négligeable de l’actualité des pensées décoloniales latino-américaines.

Pour aller plus loin :

* Enrique Dussel, *Philosophie de la libération,* Paris, Puf, 2023
* Stéphane Dufoix, *Décolonial*, Paris, Anamosa, coll. « Le mot est faible », 2023.
* Alain Policar, « L’hégémonie culturelle du colonialisme », *La Vie des idées*, 6 janvier 2023 (en ligne : <https://laviedesidees.fr/L-hegemonie-culturelle-du-colonialisme>).

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 janvier 2024.